

CHAPITRE 1

PHILTRE INFERNAL

Un mois auparavant, le 23 août 1939 peu après midi, deux Focke-Wulf « Condor » émergèrent des nuages et amorcèrent leur descente vers l'aérodrome Khodynka de Moscou. Les avions – des quadrimoteurs élégants et modernes – avaient commencé leur voyage la veille dans l'après-midi pour faire escale la nuit à Königsberg, dans l'est de l'Allemagne, avant de décoller en direction de la capitale soviétique. Chaque appareil comptait vingt passagers : conseillers, traducteurs, diplomates et photographes. À la tête de la délégation se trouvait le ministre allemand des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop.

Alors que les appareils tournaient, se préparant à atterrir, les passagers occupèrent le temps de leur mieux. Le vol depuis Königsberg avait duré de quatre à cinq heures, et beaucoup étaient anxieux. Suffisant et pompeux, Ribbentrop avait passé une nuit assez stressante, se tracassant pour sa mission, se plongeant dans les documents officiels et prenant quantité de notes¹. D'autres étaient plus détendus. Le photographe de Hitler, Heinrich Hoffmann, par exemple, s'assoupit

sous l'effet des excès de la veille. Sa réputation de gros buveur et de bon vivant lui avait valu le surnom de *Reichssäufer*, « soifard du Reich » ; fidèle à lui-même, il avait profité de l'hôtel de Königsberg pour passer une « nuit joyeuse » au bar voisin. Réveillé juste avant l'atterrissage, il était ravi d'avoir « dormi comme un bébé » toute la durée du vol².

À bord, la plupart scrutèrent l'aérodrome et la ville. Pour eux tous, voler demeurerait une expérience assez nouvelle, et la vue à vol d'oiseau était une chose qui pouvait être tout à la fois captivante et terrifiante. De surcroît, Moscou elle-même avait plus qu'un parfum d'exotisme. Si la capitale soviétique était géographiquement très éloignée de tout ce que la plupart d'entre eux connaissaient, elle était aussi chargée de sinistres connotations politiques en tant que foyer de la révolution prolétarienne : la source du communisme mondial. « Que le destin nous conduise à Moscou, que nous avons jusque-là âprement combattue comme l'ennemi de la culture européenne », écrivit plus tard un membre de la délégation, les plongeait dans une « certaine ambivalence³ ».

Sitôt les deux appareils à terre, il apparut clairement qu'on leur réservait un accueil en grande pompe : l'aéroport et son terminal sur deux niveaux étaient pavoisés aux couleurs de l'Allemagne et de l'URSS – le svastika juxtaposé à la faucille et au marteau : une scène que Heinrich Hoffmann, comme tant d'autres, avait crue inconcevable à peine quelques jours plus tôt⁴. De toute évidence, les autorités soviétiques l'avaient jugée pareillement invraisemblable et avaient eu le plus grand mal à trouver assez de drapeaux à croix gammée pour l'occasion avant de se décider finalement à réquisitionner les studios de cinéma locaux, où on s'en était récemment servi pour des films de propagande antinazie⁵.

Alors que Ribbentrop descendait la passerelle, la musique militaire commença par jouer *Deutschland, Deutschland über*

alles puis *L'Internationale*. Suivirent les présentations, avec chaleureuses poignées de main et sourires entre membres de la délégation soviétique et leurs hôtes allemands. Quelques-uns d'entre eux devaient s'en souvenir avec plus qu'un soupçon de cynisme. En compagnie d'un collègue, Johnnie von Herwarth, diplomate subalterne à l'ambassade d'Allemagne à Moscou, observa un groupe d'officiers de la Gestapo serrant la main à leurs homologues de la police secrète soviétique, le NKVD. « Ils sont manifestement ravis de pouvoir enfin collaborer, dit son collègue, mais attention ! Ça va être désastreux, surtout quand ils vont se mettre à échanger des dossiers⁶. » Dans le même temps, Paul Schmidt, l'interprète de Hitler, s'amusa de voir qu'ils étaient accueillis par le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères Vladimir Potemkine. Homme de culture, Schmidt savait qu'au XVIII^e siècle un homonyme de Potemkine, gouverneur régional de Catherine la Grande, avait aménagé de faux villages en Crimée pour impressionner l'impératrice en visite : depuis, on parlait de « villages Potemkine ». Pour l'interprète, le nom Potemkine était donc le symbole parfait de l'irréalité de la scène⁷. Le pilote Hans Baur se montra moins cynique. Voyant Ribbentrop inspecter la haie d'honneur formée par des membres des escadrilles des forces aériennes d'élite soviétique, il fut simplement frappé par le spectacle irréel d'un ministre allemand des Affaires étrangères marchant d'un pas vif, le bras tendu dans le salut hitlérien. « Mon Dieu ! se dit-il. On n'en finira pas de voir des miracles⁸ ! »

Cette stupeur devait être largement partagée des deux côtés. Après tout, nazis et Soviétiques avaient passé la majeure partie de la décennie précédente à s'insulter. Dans l'opposition, à la fin des années 1920, Hitler avait politiquement prospéré en décrivant le communisme et l'Union

soviétique comme des forces étrangères et malveillantes qui menaçaient le peuple allemand et son mode de vie. Il n'avait cessé de fustiger Moscou, évoquant régulièrement les « tyrans juifs » ou les « sangsues » du Kremlin, et qualifiant le bolchevisme de « crime damnable contre l'humanité » et d'« engeance infernale⁹ ».

Au pouvoir, à compter de 1933, Hitler n'avait guère tempéré sa rhétorique antisoviétique. Avec le temps, l'hostilité était devenue implacable ; il manquait rarement une occasion de condamner sans appel Moscou et ses agents, et de louer le rôle de l'Allemagne nazie au premier rang du combat contre le communisme. Typique, sans doute, était son discours au congrès de Nuremberg, en septembre 1937, où il tint à insister sur la communauté des nations civilisées : la « grande famille européenne des peuples » qui s'étaient « donné les uns aux autres des modèles, des exemples et des leçons [...], du plaisir et quantité de belles choses » et en compagnie desquels « nous avons toutes les raisons de nourrir des sentiments d'admiration mutuelle plutôt que de haine ». À ce tableau, il opposa celui de la « peste bolcheviste », un « élément totalement étranger qui n'a pas fait la moindre contribution à notre économie et à notre culture, mais ne produit que des ravages¹⁰ ». Si Hitler était assurément un opportuniste, l'anticommunisme demeura un de ses principes directeurs.

Les Soviétiques lui avaient rendu la pareille. Les relations entre Berlin et Moscou tournant à l'aigre à compter du milieu des années 1930, un ton de plus en plus germanophobe s'affirma, Staline et ses paladins rivalisant pour critiquer Hitler et l'Allemagne nazie dans la presse et les discours publics. Hitler était souvent décrit comme un fou, un « idiot » ou un « possédé¹¹ ». Le régime était lui aussi cloué au pilori : des « cannibales des temps modernes [...] descendants d'Érosstrate » qui se « noieraient dans leur propre sang¹² ». Le sang

était de fait un leitmotiv commun, et dans les années 1930 la presse soviétique employait rarement les mots « fascisme » ou « nazisme » sans les accompagner du mot « sanglant ».

Ce n'était pas simplement une hostilité superficielle ou tactique : elle avait des fondements idéologiques. En tant que premier État communiste du monde ouvertement voué à propager la révolution, l'Union soviétique avait initialement jugé son expansion territoriale souhaitable, mais aussi décisive pour sa survie, face à un monde extérieur hostile. Et même si, au fil du temps, ses idées avaient pris un tour moins belliqueux, Moscou faisait encore une place particulière à l'Allemagne dans ses ambitions géopolitiques. Suivant les préceptes du marxisme-léninisme, l'instauration du communisme dans la Russie préindustrielle avait été une anomalie : un produit accidentel du chaos de la révolution bolchevique. Pour garantir son avenir, il fallait donc exporter le communisme dans le cœur industriel de l'Europe – l'Allemagne –, où l'on imaginait qu'un prolétariat avancé, idéologiquement sain, mourait d'envie de se débarrasser des fers de la démocratie bourgeoise et d'embrasser les héritiers de Marx et de Lénine¹³.

Dans le même temps, les Allemands pensaient aussi en termes géopolitiques, mais puisaient dans des théories raciales douteuses plutôt que dans les préceptes arides de la socio-économie. Bien avant l'avènement du Troisième Reich, des hommes d'État et des généraux allemands s'étaient plu à imaginer les vastes étendues de la Russie et de l'Ukraine comme une région ouverte à l'expansion et à la colonisation allemandes : une réinvention moderne de la « marche vers l'Est » – *Drang nach Osten* – du Moyen Âge. Cette attitude s'était amplement exprimée en mars 1918 à travers le traité punitif de Brest-Litovsk, lequel avait mis fin à l'engagement russe dans la guerre et avait contraint la Russie bolchevique

à céder aux Allemands victorieux de vastes territoires – dont l'Ukraine et les pays baltes – et près du quart de sa population. Même si les cessions se révélèrent éphémères – éclipsées par la défaite de l'Allemagne sur le front ouest la même année –, l'idée d'une expansion allemande aux dépens de la Russie refusa de mourir.

Alors que l'Allemagne traversa après la guerre ses propres épreuves, les hommes de droite virent de plus en plus dans l'expansion territoriale une panacée pour résoudre les maux combinés de la misère, de la faim et de la surpopulation. Le moment venu, Hitler devait ajouter un nouveau lustre idéologique à ces sentiments, fustigeant les perversités et les excès des bolcheviks et prônant l'expansion de l'Allemagne à leurs dépens. Dans *Mein Kampf*, rédigé en 1925, il avait clarifié ses idées assez boiteuses en la matière. La Russie, écrivit-il, avait été « dépouillée de sa classe dirigeante germanique » par la révolution et reprise par les Juifs au point qu'elle était désormais en état de décomposition et mûre pour la dissolution. Aussi était-il temps que les Allemands tournent leurs regards « vers l'Est », qui leur permettrait de compenser leur manque d'espace vital – de *Lebensraum*¹⁴.

Bien entendu, l'association offerte en 1939 était très loin de la conquête implacable que Hitler avait envisagée ou de l'expansion à l'ouest prévue par Staline, mais les deux hommes pouvaient y voir une première étape. Staline devait se souvenir du mot de Lénine, selon lequel l'histoire ne progresse pas en lignes droites mais par « zigzags et détours » ; de même, l'opportunisme et la *realpolitik* avaient permis à Hitler d'avancer largement en vue des objectifs nazis. Dès lors, il n'était pas illogique pour l'un et l'autre de conclure qu'un pacte avec l'ennemi pouvait servir la cause. Tous deux étaient donc pardonnables de croire qu'ils accomplissaient leur destinée idéologique.

Le ministre allemand des Affaires étrangères n'était certainement pas insensible à ces pensées grandioses. Suffisant et arrogant, Ribbentrop était très impopulaire jusque dans les rangs de ses camarades nazis. Ancien représentant en champagne, il avait fait un mariage d'argent, ajouté à son nom un douteux « von » aristocratique et fait de l'esbroufe pour gravir les échelons supérieurs du Troisième Reich, où ses contacts internationaux lui avaient valu le rôle de conseiller favori de Hitler en politique étrangère. Ses manières doucereuses et insinuantes aidant, il avait ensuite été nommé ambassadeur à Londres en 1936 pour hériter finalement du poste de ministre des Affaires étrangères au début de 1938. Aussi belliqueux qu'incompétent, Ribbentrop avait largement contribué à empoisonner les relations internationales au fil des mois précédents. En écho fidèle et agressif à la voix de son maître, il avait participé au glissement vers un conflit qu'il jugeait inévitable, voire désirable, pour asseoir l'hégémonie de l'Allemagne en Europe. À cet égard, Ribbentrop avait été aussi un acteur clé du développement des relations avec l'Union soviétique, qui – les différences idéologiques mises à part – offrait à l'Allemagne un flanc est sûr, mais aussi une perspective de collaboration économique essentielle dans le futur conflit. Le pacte qu'il venait négocier serait une volte-face qui choquerait le monde, mais qui donnerait à Hitler des conditions très favorables pour la guerre qu'il cherchait. Ribbentrop savait que ce serait son heure de gloire.

Après l'accueil à Khodynka, les membres de la délégation allemande furent conduits à l'immeuble de l'ancienne légation autrichienne où ils devaient résider. Beaucoup profitèrent ensuite de l'occasion pour découvrir un peu la ville et le régime dont ils étaient les hôtes. Heinrich Hoffmann se rendit au cimetière de Novodevitchi pour voir la tombe de

la deuxième femme de Staline, Nadejda Allilouïeva : l'une des plus belles qu'il eût jamais vues, dira-t-il¹⁵.

Paul Schmidt, pour sa part, choisit de faire un tour de la capitale avec un interprète. « À première vue, écrivit-il plus tard, la ressemblance avec les autres villes européennes était presque décevante. À y regarder de plus près, cependant, des différences essentielles me sautèrent aux yeux. Le bonheur auquel on était habitué sur les visages de gens à Berlin, Paris ou Londres semblait absent à Moscou. Les gens paraissaient graves et regardaient droit devant eux d'un air hagard. Je n'ai vu que très rarement un visage souriant¹⁶. »

Si Schmidt laissa peut-être ses préjugés colorer son expérience, le pilote Hans Baur ne devait garder aucun doute sur les réalités de la vie en Union soviétique. Quittant en voiture la résidence de l'attaché militaire allemand, son guide lui montra le membre de la police secrète chargé d'informer les autorités de leur départ et de leur destination. Bientôt, expliqua le guide, « une autre voiture allait nous suivre à une cinquantaine de mètres ; où que nous allions, quoi que nous fassions », la police secrète serait « sur nos talons¹⁷ ». Politiquement assez naïf, Baur dut être rappelé à l'ordre plusieurs fois pour ne pas prendre de photos, et il provoqua une scène en voulant glisser un pourboire à son chauffeur russe pour le remercier de ses efforts. « L'homme était furieux, raconta-t-il. Il voulut savoir si c'était notre manière de le remercier d'avoir fait de son mieux pour nous : le faire jeter en prison ! Nous savions parfaitement qu'il était interdit d'accepter les pourboires¹⁸. »

À l'ambassade, pendant ce temps, un somptueux buffet avait été préparé pour les nouveaux arrivants. Heinrich Hoffmann en fut ébahi, car il ne s'attendait pas à trouver pareille opulence dans la capitale soviétique. Croyant que les victuailles venaient toutes du pays, il fut vite détrompé : « Tout

venait de l'étranger : le pain, même, de Suède, le beurre du Danemark et le reste de sources diverses¹⁹. » Hans Baur avait déjà eu un aperçu de la complexité de la situation alimentaire à Moscou à l'aérodrome. À l'arrivée, il avait offert des sandwiches, des biscuits et du chocolat à l'équipe de mécaniciens et de nettoyeurs qui s'occupaient de ses appareils. À sa grande surprise, cependant, il avait vu son offre repoussée, le contremaître lui expliquant que c'était interdit et que les Russes avaient suffisamment à manger. Perplexe, mais décidé à ne pas gaspiller la nourriture, il décida de laisser les restes sur un banc, dans le hangar ; ils ne tardèrent pas à disparaître²⁰.

Alors que son entourage découvrait la capitale soviétique, Ribbentrop avait hâte d'engager les discussions avec ses homologues soviétiques. À peine arrivé, contre l'avis de ses collègues de l'ambassade – qui avaient suggéré plus de mesure, pour ne pas sembler trop demandeur –, Ribbentrop eut une première entrevue avec les Soviétiques²¹. Il y avait d'autres soucis. Conseiller d'ambassade et traducteur, Gustav Hilger se souvient qu'au moment de partir pour le Kremlin Ribbentrop le prit à part dans un geste de sollicitude paternelle inattendu : « Vous avez l'air si inquiet, fit Ribbentrop. Y a-t-il une raison ? » Hilger, qui était né à Moscou et avait vécu en Russie la majeure partie de sa vie, exprima ses appréhensions quant à leur mission : « Je crois que ce que vous êtes sur le point de faire au Kremlin ne se passera bien qu'aussi longtemps que l'Allemagne restera forte. » Impassible, Ribbentrop répondit : « Si c'est tout, je puis seulement vous dire que l'Allemagne pourra faire face à n'importe quelle situation²². »

Sur ce, accompagné de l'ambassadeur allemand à Moscou, Friedrich-Werner von der Schulenburg, et de Nikolai Vlassik, le chef des gardes du corps de Staline, Ribbentrop et

Hilger montèrent dans une limousine du NKVD qui rejoignit la place Rouge. Entrant au Kremlin par l'imposante porte Spasski, le groupe rejoignit le Sénat, élégant bâtiment de deux étages, au nord-est, de l'autre côté du mur où se trouve le mausolée de Lénine. Tout du long, ils purent entendre le son sinistre d'une cloche invisible marquant leur arrivée.

À leur descente de voiture les attendait un homme chauve et grassouillet : le secrétaire particulier de Staline, Alexandre Poskrebychev. Une petite volée de marches les mena au bureau du président du Conseil des commissaires du peuple, au rez-de-chaussée. Là, au milieu d'un mobilier spartiate et fonctionnel, se trouvait Staline lui-même, dans sa veste tunique tombant sur un pantalon de laine flottant et des bottes de cuir à mi-mollet, avec ses yeux étroits et jaunes et sa peau grêlée qui le rendaient aussitôt reconnaissable. À côté de lui se tenait son ministre des Affaires étrangères, Viatcheslav Molotov, petit homme assez quelconque dans son costume gris, avec ses lunettes perchées sur le nez au-dessus d'une moustache poivre et sel soigneusement peignée. Il était rare pour un étranger de rencontrer pareille concentration de pouvoir soviétique ; voyant Staline, Schulenburg aurait lâché un petit cri de surprise. Depuis cinq ans qu'il était ambassadeur à Moscou, il ne l'avait jamais rencontré. Ribbentrop fut lui aussi impressionné et, par la suite, trouva des accents lyriques pour évoquer Staline : « un homme d'une stature hors du commun », qui justifiait sa réputation²³. De son côté, Staline évitait habituellement par principe les visiteurs étrangers, si bien que sa présence était très probablement faite pour intimider ses hôtes et les prendre au dépourvu²⁴. Quelle que fût sa motivation, c'était certainement une preuve du sérieux avec lequel il prenait les négociations.

Après les présentations et un échange de civilités, où Staline se montra « simple et sans prétention », faisant preuve

d'une « aménité joviale²⁵ » envers ses hôtes, les quatre acteurs principaux – Staline et Molotov, Ribbentrop et Schulenburg – s'assirent autour d'une table pour entrer dans le vif du sujet. Derrière Staline se tenait son traducteur, le jeune Vladimir Pavlov, tandis que Hilger, servant d'interprète à Ribbentrop, se plaça entre son ministre et l'ambassadeur. Les négociations engagées cet après-midi-là allaient provoquer un séisme politique.

En vérité, le processus avait été sérieusement amorcé quelques mois plus tôt. Malgré l'opprobre dont les deux camps s'étaient couverts depuis le milieu des années 1930, les contacts entre nazis et Soviétiques n'avaient jamais été entièrement rompus, et des discussions – d'abord sur les liens économiques, puis sur des affaires politiques – avaient timidement débuté en mai 1939. La position de Hitler avait été assez claire. Irrité par les ingérences occidentales qui avaient cherché à déjouer ses ambitions à Munich, l'automne précédent, il avait résolu d'accélérer l'expansion de l'Allemagne – par la force, au besoin – tant qu'il gardait l'avantage en matière d'armements et de personnel entraîné. Et s'il fallait pour cela prendre des libertés avec l'orthodoxie idéologique, il le ferait.

À cette fin, Ribbentrop avait d'abord courtsé les Polonais dans l'idée de les détacher du camp anglo-français. Le flirt avait débuté en octobre 1938, quand Ribbentrop avait demandé la ville libre de Dantzig, offrant en contrepartie à Varsovie de garantir la frontière germano-polonaise pour vingt-cinq ans. En janvier suivant, le ministre polonais des Affaires étrangères, Józef Beck, avait été invité à discuter avec Hitler au Berghof où, pour obtenir un accord, les Allemands avaient évoqué leur soutien aux ambitions polonaises en Ukraine. Ce flirt n'avait rien d'une ruse. Initialement, Hitler ne vouait pas aux Polonais une haine comparable à

celle qu'il réservait aux Tchèques, et il avait loué la Pologne d'être un rempart contre le communisme. En fait, fidèle à ses instincts antisoviétiques, il avait même lancé l'idée d'une alliance antisoviétique avec la Pologne – bien évidemment en qualité de partenaire subalterne du Reich. Il existait de « grandes possibilités » de coopération germano-polonaise, expliqua un Ribbentrop optimiste à l'ambassadeur d'Allemagne à Varsovie, avant tout dans la poursuite d'une « politique orientale commune contre l'URSS²⁶ ».

Les Polonais ne devaient pas se laisser fléchir par les offres allemandes ou les menaces voilées. Restaurées juste une génération auparavant après cent vingt-trois ans d'occupation étrangère, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Pologne étaient bien trop précieuses pour que ses responsables politiques les troquent en échange de promesses douteuses et d'un statut de vassal. Une politique de stricte équité – la « Doctrine des deux ennemis » – régissait donc ses relations avec ses deux grands voisins. Dès lors, si Varsovie était disposée à négocier sur des détails mineurs, la prise de Dantzig et la reddition du corridor polonais n'étaient pas ouvertes à la discussion, et la capitale polonaise tiendrait pour un acte de guerre toute velléité de s'en emparer par la force.

Cet éphémère badinage avorté avec la Pologne ne serait pas sans conséquence. Ce même printemps, alors que Ribbentrop flirtait avec Varsovie, Hitler avait des vues sur une autre capitale européenne. Le 15 mars au matin, à l'« invitation » des Tchèques et sans rencontrer d'autre opposition que celle d'une tempête de neige, les troupes allemandes étaient entrées à Prague. Dans leur sillage, Hitler avait décidé la dissolution finale de l'État tchécoslovaque – la Slovaquie avait été persuadée de proclamer son indépendance la veille – et annoncé que la Bohême et la Moravie seraient dorénavant un « protectorat » du Reich.

Les mobiles de Hitler pour envahir l'État croupion tchécoslovaque au printemps 1939 ne sont pas entièrement clairs. Certainement voulait-il adresser un pied de nez aux puissances occidentales dont les ingérences l'avaient irrité l'automne passé. Ainsi qu'il le confia à un aide de camp à l'époque de Munich, « ce Chamberlain a gâché mon entrée à Prague²⁷ ». Hitler n'était pas homme à refouler longtemps ses désirs. Mais il y avait d'autres justifications, plus probantes. La Bohême et la Moravie étaient riches en matières premières et en industries, et les deux territoires formaient une protubérance qui s'enfonçait dans le flanc sud-est du Grand Reich. Cependant l'invasion était aussi calculée pour intimider la Pologne. À un moment où l'intransigeance de celle-ci dans les négociations entravait les ambitions stratégiques de Berlin, la prise des territoires tchèques était une démonstration de la puissance allemande, mais aussi, espérait Hitler, de l'impuissance occidentale. Hitler pariait que les Britanniques et les Français ne feraient rien pour aider l'État qu'ils avaient « défendu » tout juste six mois avant à Munich ; le sous-entendu était clair : il ne restait aux Polonais qu'à satisfaire les exigences allemandes.

Reste que l'Occident ne devait pas demeurer aussi passif que Hitler l'avait espéré. De fait, l'annexion de la Bohême et de la Moravie eut pour effet de galvaniser tardivement l'opinion occidentale. Pour la première fois, en effet, Hitler s'emparait d'une forte population non allemande au mépris de ses déclarations antérieures suivant lesquelles il ne faisait que redresser les torts historiques du traité de Versailles et réintégrer au Reich des populations de souche allemande. À Londres, Paris et ailleurs, ceux que la politique d'apaisement envers l'Allemagne de Hitler laissait sceptiques réclamaient désormais une réponse bien plus ferme.

Le 31 mars 1939, le gouvernement britannique accorda

donc une garantie à la Pologne, considérée comme la prochaine cible des intentions agressives de Hitler : « Si quelque action menaçait clairement l'indépendance de la Pologne et si les Polonais jugeaient vital de résister par la force à cette action, la Grande-Bretagne viendrait à leur aide²⁸. » En pratique, bien entendu, la Grande-Bretagne ne pouvait pas faire grand-chose en cas d'invasion allemande : ses ressources en hommes et en matériel rendaient tout simplement peu réaliste la perspective d'une intervention active en Europe centrale. La garantie n'en était pas moins une expression de solidarité et de soutien destinée à renforcer la résolution des Polonais, mais aussi à rassurer les Français en leur signifiant que la Grande-Bretagne demeurerait engagée dans les affaires du continent. Qui plus est, il s'agissait de marquer une limite, de faire savoir qu'une nouvelle agression allemande serait intolérable : l'équivalent diplomatique du « jeu du poulet », a pu écrire un historien²⁹.

Comme c'était à prévoir, Hitler enragea d'être mis en échec par les Britanniques. Il était à la chancellerie du Reich quand il apprit la garantie. Ainsi que le rapporta l'amiral Wilhelm Canaris, il eut du mal à dissimuler sa contrariété :

Hitler, écumant de rage, s'était mis à arpenter son bureau à grands pas, tambourinant du poing sur la table de marbre en proférant d'incessantes malédictions. Puis, les yeux étincelants d'une lueur sinistre, il avait prononcé cette menace : « Je leur ferai avaler, à ceux-là, un philtre infernal³⁰ ! »

Le lendemain, avant un rassemblement à Wilhelmshaven, il apporta sa réponse : « Aucune force sur terre ne pourrait briser la puissance allemande, et si les Alliés occidentaux pensaient que l'Allemagne resterait passive tandis qu'ils poussaient leurs "États satellites" à agir selon leurs intérêts, ils se

sont cruellement trompés. » Et de conclure d'un ton menaçant : « Qui se déclare prêt à tirer les marrons du feu pour les grandes puissances doit s'attendre à se brûler les doigts³¹. »

C'est alors que l'idée d'un nouveau rapprochement avec Moscou semble avoir germé dans l'esprit des dirigeants berlinois. D'abord conçue comme un « petit jeu » destiné à intimider les Polonais, elle fut évoquée pour la première fois à la mi-avril – le rôle clé revenant à Göring plutôt qu'à Ribbentrop³². Dans son journal, l'idéologue nazi Alfred Rosenberg raconte avoir parlé avec Göring de la possibilité d'un tel alignement : « S'il s'agit de la *vie* de l'A. [l'Allemagne], il faudrait même envisager d'avancer provisoirement main dans la main avec Moscou³³. » Hitler n'était pas vraiment chaud, rappelant à Ribbentrop qu'il avait « combattu le communisme » toute sa vie. Mais, selon ce dernier, il aurait changé d'avis au début de mai, quand on lui montra au Berghof une séquence d'actualités où Staline passait en revue un défilé militaire. Par la suite, prétendit Ribbentrop, Hitler se dit intrigué, le visage de Staline « lui plut » : le dirigeant soviétique avait « l'air d'un homme avec lequel on pouvait traiter ». Sur ce, il donna à Ribbentrop l'autorisation de poursuivre les négociations³⁴. Restait à voir si l'idée pouvait tenter un tant soit peu les Soviétiques.

De fait, l'Union soviétique était mûre pour un changement d'approche en politique étrangère. Tardivement convertie au principe de la « sécurité collective » pour dissuader l'agression fasciste, elle avait espéré que l'action concertée – via la politique du « Front populaire » orchestrée par le Komintern ou les nobles idéaux de la Société des Nations, à laquelle elle finit par adhérer en 1934 – pourrait contenir et vaincre Hitler. Au printemps de 1939, cependant, elle avait commencé à réviser sa position. La « sécurité collective » ayant été déjà discréditée par l'échec international face au révisionnisme